

hà
d'arte

PREFECTURE DES VOSGES

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

FC

ARRETE

N° 360/95

**Autorisant les Etablissements BONGRAIN-GERARD implantés
sur le territoire de la commune du Tholy.**

Le Préfet des Vosges,

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi susvisée, et notamment son article 11,
- VU la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement,
- VU le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983,
- VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,
- VU la demande présentée le 25 mai 1993 par Monsieur Joël PIQUE, Directeur des Etablissements BONGRAIN-GERARD, par laquelle est sollicitée l'autorisation de procéder à l'extension de l'installation de réfrigération à l'ammoniac de l'usine située sur le territoire de la commune du Tholy,
- VU le rapport de l'Inspecteur des installations classées en date du 21 octobre 1993,
- VU la décision n° 93-157 CE en date du 4 novembre 1993 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Nancy nommant Monsieur Gilbert GRAMOND en qualité de commissaire-enquêteur,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2155/93 du 23 novembre 1993 prescrivant une enquête publique du 13 décembre 1993 au 13 janvier 1994 dans la commune du Tholy,

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

VU la réception à la Préfecture le 26 janvier 1994 du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur,

VU l'avis favorable du commissaire-enquêteur,

VU les avis de Messieurs le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur Départemental de l'Equipement, le Directeur du Service Interministériel des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile, le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, le Directeur de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse et le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,

VU les avis des conseils municipaux du Tholy et de La Forge,

VU les arrêtés préfectoraux n° 824/94 du 25 avril 1994, n° 1680/94 du 21 juillet 1994, n° 2109/94 du 18 octobre 1994, n° 63/95 du 24 janvier 1995, n° 650/95 du 21 mars 1995 et n° 1185/95 du 24 mai 1995 prolongeant les délais d'instruction prévus à l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977,

VU le rapport et le projet d'arrêté en date du 22 décembre 1994 établis par Monsieur l'Inspecteur des installations classées et soumis au Conseil Départemental d'Hygiène,

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 1er février 1995,

VU le projet d'arrêté envoyé pour observations au pétitionnaire le 14 février dernier,

VU les remarques formulées par la S.à.R.L "BONGRAIN - GERARD" sur son projet d'arrêté préfectoral,

VU la saisie de la DRIRE le 27 février 1995, sur ces remarques,

VU la visite des Etablissements "BONGRAIN - GERARD" par l'Inspecteur des installations classées,

VU la nouvelle rédaction de l'arrêté préfectoral établi le 4 juillet dernier,

CONFORMEMENT aux plans et descriptions produits dans le dossier de demande d'autorisation,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Vosges,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 -

La SARL BONGRAIN-GERARD, dont le siège social est situé 52 - ILLOUD, est autorisée, en conformité des plans et descriptions produits au dossier de demande d'autorisation, à étendre les installations de réfrigération et de compression à l'ammoniac qu'elle exploite dans son usine sise sur la commune du THOLY et à poursuivre l'exploitation de l'ensemble de ses activités dans cette unité.

Les installations visées par le présent arrêté sont classées sous les rubriques suivantes de la nomenclature :

1.1. Activités nouvelles

- n° 361 A 1° ... A ... Installation de réfrigération comprimant de l'ammoniac :
P absorbée = 405 kW
- n° 1136 3° ... A ... Emploi - Stockage d'ammoniac :
7 t d'ammoniac dans l'installation de réfrigération
- n° 2925 ... D ... Atelier de charge d'accumulateurs :
P = 30 kW

1.2. Activités existantes, ayant déjà fait l'objet d'une autorisation préfectorale et dont l'exploitation est poursuivie :

- n° 2230 - 1° ... A ... Réception, stockage, transformation de lait :
la capacité journalière installée étant de :

	Produits à traiter par jour		
	Nature du produit	Litres	Litres d'équivalent lait-production
	Lait	200.000	200.000
- Fabrication de fromages à pâte molle (6 jours/semaine)	Lait	200.000	200.000
- Préconcentration de lait et de lactosérum	Lait (1 jour/semaine)	200.000	200.000
	Lactosérum (6 jours/semaine)	165.000	165.000
TOTAL/semaine		365.000	365.000

Quotidiennement, seul un volume de lait de 200.000 l entre dans l'établissement pour y être traité.

- n° 153 bis-B 1° ... A ... Installation de combustion utilisant du F.O.L. n° 2 :
Puissance 12,2 MW
- n° 253 ... D ... Dépôt de liquides inflammables :
 - un dépôt de 280 m³ FOL
 - un dépôt enterré de 45 m³ GO (15 + 30)
 - un dépôt enterré de 50 m³ FOD
- n° 355-A ... D ... Emploi de matériel imprégné de PCB, PCT
- n° 361-B 2° ... D ... Installation de compression d'air :
P = 148 kW

ARTICLE 2 -

Pour l'exploitation de son établissement, la SARL BONGRAIN-GERARD est tenue de se conformer aux prescriptions suivantes :

1. REGLES S'APPLIQUANT A L'ENSEMBLE DE L'ETABLISSEMENT

1.1. Règles de caractère général

1.1.1. Les installations doivent être disposées et aménagées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande, en tant qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Tout projet de modification à apporter à ces installations doit être avant réalisation porté à la connaissance du Préfet, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.

.../...

1.1.2. Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent également aux installations exploitées dans l'établissement qui, bien que ne relevant pas de la nomenclature des installations classées, sont de nature à modifier les dangers ou les inconvénients présentés par les installations classées de l'établissement.

1.1.3. L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976.

Les dépenses occasionnées par les analyses, campagnes de mesure, interventions d'urgence, remises en état, consécutives aux accidents ou incidents indiqués ci-dessus, seront à la charge de l'exploitant.

1.1.4. Sont applicables aux installations de l'établissement :

- l'arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques dans les établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion (JO du 30 avril 1980) ;
- l'arrêté du 04 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisance (JO du 15 février 1985) ;
- l'arrêté du 28 janvier 1993, concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées ;
- l'arrêté du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement (JO du 10 novembre 1985) ;
- l'instruction du 17 avril 1975 relative aux réservoirs enterrés dans lesquels sont emmagasinés des liquides inflammables (JO du 19 juin 1975).
- l'arrêté du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques (JO du 30 juillet 1975).
- l'arrêté ministériel du 10 mai 1993 fixant les règles parasismiques applicables aux installations soumises à la législation des installations classées (zone IB définie par le décret du 14 mai 1991).

1.2. Prévention de la pollution des eaux

Gestion des eaux de l'établissement

1.2.1. Prélèvements d'eau dans l'étang alimenté par des sources.

En dehors de la fourniture d'eau par le réseau urbain (eaux de process, eaux sanitaires), l'établissement prélève de l'eau dans un étang privé alimenté par des sources pour ses besoins en eaux de refroidissement.

Le débit maximal de prélèvement est de 1.000 m³/j.

Chaque pompe qui sert au prélèvement sera munie d'un compteur volumétrique ou à défaut d'un compteur horaire totalisateur couplé avec un compteur d'énergie, qui permettra de connaître le nombre de m³ prélevés.

Tous les compteurs de l'établissement seront relevés journalièrement et les chiffres consignés dans un registre qui devra, à sa demande, être présenté à l'inspecteur des installations classées.

1.2.2. Eaux de refroidissement, eaux pluviales non polluées, eaux de condensats

a) Les eaux de refroidissement seront recyclées en circuit fermé ou semi-fermé dans les conditions suivantes :

- eaux de refroidissement nécessaires au fonctionnement de l'installation de réfrigération à l'ammoniac : dès mise en service
- autres eaux de refroidissement : dans un délai n'excédant pas trois ans.

b) Les purges des eaux de refroidissement et les eaux pluviales normalement non polluées ne seront pas mélangées aux eaux résiduelles à traiter. Leur collecte sera assurée par un réseau particulier.

c) La température des eaux de rejet dans le milieu naturel des eaux visées à l'alinéa b), éventuellement mélangées avec les effluents de la station d'épuration devra être inférieure à 30° C.

d) Les eaux de condensats seront recyclées dans la mesure des besoins.

.../...

1.2.3. Eaux de nettoyage, eaux pluviales polluées

Toutes les eaux de lavage nécessaires à l'entretien des véhicules, des ateliers et des installations, toutes les eaux pluviales polluées, seront collectées dans l'établissement et ne devront pas rejoindre le milieu sans être traitées spécifiquement ou par le moyen d'épuration retenu.

En particulier, les eaux de lavage des véhicules transiteront dans un séparateur d'hydrocarbures avant d'être rejetées dans le réseau interne des égouts de l'usine. Cet appareil sera fréquemment visité et entretenu en bon état de fonctionnement.

Lutte contre les pertes de matière première ou les rejets de produits dérivés du lait

1.2.4. Récupération

L'établissement disposera en permanence d'installations de récupération des produits dérivés adaptées à son niveau d'activité, telles que :

- tables d'égouttage pour la récupération du sérum
- bacs de stockage pour stocker les sous-produits.

1.2.5. Stockage

L'installation devra disposer d'ouvrages permettant de stocker, collecter ou traiter les produits dérivés correspondant à la production d'une journée de pointe.

L'ensemble des ouvrages de stockage (de matière première ou de produits dérivés) sera muni d'un dispositif automatique empêchant les débordements de liquides.

1.2.6. Comptabilité matière

Les moyens nécessaires seront mis en oeuvre pour connaître les volumes ou les poids dérivés obtenus dans l'établissement. Des mesures seront prises dans un document qui pourra être présenté, à sa demande, à l'inspecteur des installations classées.

Sur ce même registre, seront indiquées la destination des produits dérivés liquides et les quantités correspondantes.

.../...

L'inspecteur des installations classées pourra demander la justification des livraisons de produits dérivés liquides réalisées (relevés récapitulatifs, bordereaux de livraison, etc...).

Rejets d'eaux résiduaires

1.2.7. Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égout directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables.

1.2.8. Qualité des rejets

- Le rejet de l'effluent résiduaire de l'établissement à la rivière (la Cleurie) après épuration par la station d'épuration biologique présentera les caractéristiques suivantes :

	Concentration maximale instantanée en mg/l	Flux maximal en Kg/j
DCO eb	120	72,1
DBO ₅ eb	40	14,4
MES	30	19,8
P	-	10,0

- Le pH de l'effluent épuré sera compris entre 5,5 et 8,5.
- La température de l'effluent épuré sera inférieure à 30 °C.

.../...

1.2.9. Dispositif de rejet

Le dispositif de rejet doit être aisément accessible aux agents chargés du contrôle des déversements. Il sera en particulier aménagé de manière à permettre l'exécution des prélèvements dans l'effluent ainsi que la mesure de son débit dans de bonnes conditions de précision.

1.2.10. Autosurveillance

a) Une surveillance de la qualité du rejet sera réalisée par les moyens de l'exploitant sur des échantillons moyens représentatifs de l'effluent rejeté constitués par période de 24 heures.

Cette autosurveillance portera sur les paramètres ci-après et suivant la fréquence indiquée :

- DCO effluent non décanté (DCO eb), chaque jour, suivant la méthode normalisée NFT 90-101 ;
- DBO₅ effluent non décanté (DBO₅ eb), chaque mois, suivant la méthode normalisée NFT 90-103 ,
- MES, chaque jour, suivant la méthode normalisée NFT 90-105 ;
- le débit sera relevé quotidiennement.

b) Trimestriellement, un échantillon moyen représentatif constitué sur une période minimale de 24 h sera confié à un laboratoire agréé aux fins d'analyses sur les paramètres visés à l'alinéa a) ci-dessus.

c) L'inspecteur des installations classées pourra à tout moment faire modifier la fréquence de ces mesures ou la liste des paramètres à mesurer.

d) Les résultats des analyses d'autosurveillance par l'exploitant et par le laboratoire agréé doivent être transmis au minimum trimestriellement à l'inspecteur des installations classées.

L'exploitant devra analyser et commenter les résultats obtenus qui présenteraient un dépassement par rapport aux normes prescrites et indiquer les dispositions compensatoires qu'il a été amené ou qu'il envisage de prendre.

Les résultats des mesures seront accompagnés de l'indication du niveau de réception pendant la période correspondante.

Ils seront archivés pendant une durée minimale de trois ans.

.../...

1.2.11. Contrôle

L'inspecteur des installations classées pourra faire procéder à tous prélèvements ou mesures qui lui paraîtraient nécessaires aux fins d'analyses par un laboratoire extérieur.

1.2.12. Les frais afférents aux analyses, mesures, contrôles prévus aux paragraphes précédents sont à la charge de l'exploitant.

Prévention des pollutions accidentelles

1.2.13. Toutes dispositions seront prises qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers les égouts ou les milieux naturels.

En particulier, à tout stockage ou dépôt de liquides inflammables, dangereux ou toxiques, et d'une manière générale à tout stockage ou dépôt de liquides susceptibles de provoquer une pollution de l'eau ou du sol sera associée une capacité de rétention dont le volume sera au moins égal à la plus grande des valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50% de la capacité totale des réservoirs associés.

La capacité doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à la pression des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.

1.2.14. Tous les récipients contenant des produits chimiques, toxiques ou dangereux (acides, soufre, formol, lessives, etc...) seront soigneusement emballés et étiquetés. Les risques présentés par ces produits et les mesures de sécurité à prendre lors de leur manipulation seront clairement indiqués.

1.2.15. Les stockages de produits différents dont le mélange est susceptible d'être à l'origine de réactions chimiques dangereuses doivent être associés à des capacités de rétention distinctes.

Ces produits seront clairement identifiés et leur dénomination inscrite lisiblement sur le contenant.

.../...

Protection des réseaux d'eau potable

1.2.16. Toutes dispositions seront prises dans l'établissement pour éviter, à l'occasion d'une mise en dépression du réseau public d'alimentation en eau, tout phénomène de retour d'eau susceptible de polluer le réseau.

Cette protection devra être réalisée par la mise en place d'une disconnection, soit par un bac de disconnection ou soit par un ou des disconnecteurs à zone de pression réduite contrôlable. L'alimentation en eau de cette réserve se fera soit par surverse totale, soit au-dessus d'une canalisation de trop-plein (5 cm au moins au-dessus) installée de telle sorte qu'il y ait rupture de charge, avant déversement, par mise à l'air libre.

1.3. Prescriptions générales relatives à la prévention de la pollution atmosphérique

1.3.1. Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des poussières ou des gaz odorants toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

1.3.2. Les postes ou parties d'installations susceptibles d'engendrer des émissions de poussières seront pourvus de moyens de captage et de traitement de ces émissions.

1.3.3. L'inspecteur des installations classées pourra demander que des analyses des quantités et concentration de poussières émises soient effectuées par un organisme agréé ou qualifié.

Les frais de ces mesures seront à la charge de l'exploitant.

1.4. Prescriptions générales relatives à la prévention du bruit

1.4.1. L'installation doit être construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

.../...

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 (JO du 10.11.85) relatif aux bruits aériens émis par les installations relevant de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement lui sont applicables.

1.4.2. Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier au décret du 18 avril 1969).

1.4.3. L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

1.4.4. Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fera en se référant au tableau ci-dessous qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles (voir 1-3, 3° aliéna de l'instruction technique annexée à l'arrêté du 20 août 1985).

Point de mesure Emplacement	Type de zone	Niveaux limites admissibles de bruit en dB (A)		
		Jour 7h/20h	Période intermédiaire 6h/7h - 20h/22h et 6h/22h les jours fériés	Nuit 22h/6h
Limite de propriété de l'établissement	Zone suburbaine avec ateliers et voies de trafic terrestres	60	55	50

1.4.5. En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23/07/86 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

.../...

1.4.6. L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiés dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais en seront supportés par l'exploitant.

1.4.7. L'inspecteur des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

1.5. Prescriptions générales concernant l'élimination des déchets

1.5.1. En application de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975, modifiée le 30 décembre 1988, relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux, les déchets seront éliminés dans des conditions propres à éviter de porter atteinte à la santé de l'homme et à l'environnement.

Tous les déchets seront éliminés dans des installations autorisées à cet effet au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. L'exploitant devra s'en assurer et pouvoir en justifier à tout moment.

1.5.2. Tout brûlage à l'air libre est interdit.

1.5.3. Boues de la station d'épuration

Les boues de la station d'épuration propre à l'établissement seront éliminées par épandage en vue de leur valorisation agricole, sous réserve qu'elles répondent aux spécifications de la norme NF-U 44041.

Cet épandage pourra se faire à l'état liquide ou à l'état solide. Si les boues sont à l'état liquide, la pratique de l'épandage ne devra être effectuée ni en période pluvieuse, ni en période de gel et ne touchera pas des terrains dont la pente est susceptible d'amener un ruissellement des boues vers des eaux superficielles.

Des moyens de stockage suffisants seront prévus pour l'entreposage des boues durant les périodes où leur transport ou leur épandage sera impossible.

Un registre d'utilisation des boues devra être tenu avec soin ; y seront notés quotidiennement les quantités et caractéristiques des boues enlevées pour être épandues, ainsi que l'emplacement précis des parcelles concernées. Ce cahier devra être présenté à l'inspecteur des installations classées sur sa demande.

1.5.4. Conformément au décret n° 79.981 du 21 novembre 1979 modifié, portant réglementation de la récupération des huiles usagées, les huiles minérales ou synthétiques usagées seront soit remises au ramasseur agréé pour le département des Vosges, soit transportées directement en vue de la remise à une entreprise collectant les huiles dans un Etat de la CEE en application de la Directive n° 75.439/CEE du 16 juin 1975 modifiée, soit transportées directement pour mise à la disposition d'un éliminateur agréé au titre du Décret susvisé ou autorisé dans un autre Etat de la CEE en application de la Directive n° 75.439/CEE.

1.5.5. L'élimination (par le producteur ou un sous-traitant) se fera en application de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets. A cet effet, l'exploitant ouvrira un registre mentionnant pour chaque type de déchets (autres que les boues destinées à la valorisation agricole) :

- origine, composition, quantité ;
- nom de l'entreprise chargée de l'enlèvement, date de l'enlèvement ;
- destination précise des déchets : lieu et mode d'élimination finale.

Les documents justificatifs de l'exécution de l'élimination des déchets seront annexés au registre prévu ci-dessus et tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Un état récapitulatif de ces données sera transmis à sa demande à l'inspection des installations classées.

1.5.6. Dans l'attente de leur élimination, les déchets seront stockés dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risque de pollution.

Des mesures de protection contre la pluie, de prévention des envois... seront prises.

Les stockages de déchets liquides seront munis d'une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir associé ;
- 50% de la capacité globale des réservoirs associés.

.../...

La capacité doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à la pression des fluides.

1.5.7. Les déchets constitués ou imprégnés de produits inflammables, dangereux ou toxiques, seront conservés en attendant leur enlèvement dans des récipients clos. Ces récipients seront étanches ; on disposera à proximité des extincteurs ou moyens de neutralisation appropriés au risque.

1.6. Prescriptions générales concernant la lutte contre l'incendie

1.6.1. L'établissement sera pourvu de moyens de secours contre l'incendie appropriés, tels que postes d'eaux, seaux, pompes, extincteurs, seaux de sable, tas de sable meuble avec pelle, etc.

Les extincteurs et robinets d'incendie seront maintenus dégagés et seront visiblement signalés.

L'exploitant s'assurera trimestriellement que les extincteurs sont à la place prévue, aisément accessibles et en bon état extérieur.

1.6.2. Les moyens de secours feront l'objet de vérifications périodiques par une personne qualifiée. Leurs résultats seront consignés sur un registre.

La date de vérification des extincteurs sera portée sur une étiquette fixée à chaque appareil.

1.6.3. Le personnel sera entraîné au maniement des moyens de secours.

1.6.4. L'emploi de lampes suspendues à bout de fil conducteur est interdit.

1.6.5. Un éclairage de sécurité sera installé au-dessus de chaque issue.

1.6.6. L'équipement électrique des installations pouvant présenter un risque d'explosion doit être conforme à l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion (JO NC du 30 avril 1980).

1.6.7. L'installation électrique devra en outre être conçue et réalisée de façon à résister aux contraintes mécaniques dangereuses, à l'action des poussières inertes ou inflammables et à celle des agents corrosifs, soit par un degré de résistance suffisant de leur enveloppe, soit par un lieu d'installation les protégeant de ces risques.

1.6.8. L'installation électrique sera entretenue en bon état ; elle sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

1.6.9. L'interdiction de fumer, d'apporter du feu ou d'engendrer des points chauds doit être affichée en gros caractères très apparents, avec la mention qu'il s'agit d'une interdiction préfectorale, dans les zones présentant des risques d'explosion ou d'incendie, et en particulier dans les installations de stockage et de distribution de liquides inflammables, d'utilisation de l'ammoniac, de charge d'accumulateurs.

1.6.10. Dans les zones précisées au paragraphe ci-dessus, tous les travaux de réparation ou d'aménagement sortant du domaine de l'entretien courant ne pourront être effectués qu'après délivrance d'un permis de feu dûment signé par l'exploitant ou la personne que ce dernier aura nommément désignée.

Ces travaux ne pourront s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis de feu.

1.6.11 – L'exploitant vérifiera avant mise en service de son installation "ammoniac" les conditions de respect de la norme NF C 17-100 de février 1987 relative à la protection contre la foudre."

"L'étude préalable figurant au paragraphe 2.1.3 de la norme sus-dite sera réalisée par un expert extérieur compétent."

1.6.12. Des rondes de sécurité devront être effectuées dans tous les locaux et dépôts après la fin du travail.

1.6.13. Une consigne prévoyant la conduite à tenir en cas d'incendie sera diffusée à tous les membres du personnel, ceux-ci seront périodiquement entraînés à l'application de la consigne.

Elle précisera notamment :

- l'organisation de l'établissement en cas de sinistre ;
- la composition des équipes d'intervention ;
- la fréquence des exercices ;
- les dispositions générales concernant l'entretien des moyens d'incendie et de secours ;
- les personnes à prévenir en cas de sinistre ; en particulier, le n° 18 sera affiché de façon visible sur la consigne ;
- le fonctionnement des alarmes ainsi que des différents dispositifs de sécurité et la périodicité de vérification de ces dispositifs.

Cette consigne sera communiquée à l'inspecteur des installations classées.

1.7. Vérification et contrôle

Toutes les vérifications et contrôles concernant notamment les moyens de lutte contre l'incendie, les installations électriques, les dispositifs de sécurité, devront faire l'objet d'une inscription sur un registre ouvert à cet effet avec les mentions suivantes :

- date et nature des vérifications ;
- personne ou organisme chargé de la vérification ;
- motif de la vérification : vérification périodique ou suite à un incident, et dans ce cas nature et cause de l'incident.

Ce registre devra être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

2. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

2.1. Prescriptions particulières relatives aux installations de réfrigération à l'ammoniac

Description de l'installation

2.1.1. L'installation comprend :

- deux groupes compresseurs de 55 kW de puissance unitaire avec un ballon tampon basse pression de 1 m³

.../...

- six groupes compresseurs d'une puissance globale de 295 kW avec un ballon tampon basse pression de 12 m³

2.1.2. L'installation sera construite et exploitée conformément à l'instruction ministérielle du 4 septembre 1970 relative aux dépôts d'ammoniac liquéfié non réfrigéré, et aux dispositions de la norme française homologuée NF E 35-400 de novembre 80 et aux règles ci-après.

Dispositions de construction

2.1.3. Les installations utilisant de l'ammoniac seront regroupées le plus possible. En particulier, les installations de compression seront implantées dans le même local, dit "salle des machines" dans le présent arrêté. Avant leur mise en place, l'exploitant vérifiera la tenue des installations au risque sismique tel que définie par l'arrêté ministériel du 10 mai 1993 cité au 1.1.4.

2.1.4. Les éléments de construction de la salle des machines présenteront les caractéristiques de résistance et de réaction au feu suivantes :

- murs et paroi coupe-feu de degré 2 heures
- sol et plafond constitués d'une dalle béton coupe-feu de degré 2 heures
- portes coupe-feu de degré 1 heure.

2.1.5. Les portes, au nombre de deux au moins, devront s'ouvrir vers l'extérieur du local et être disposées sur deux côtés opposés de la salle des machines.

Elles doivent pouvoir être ouvertes de l'intérieur en toutes circonstances.

L'une au moins des portes devra donner accès à l'extérieur du bâtiment sans passage par un local occupé par du personnel.

La ou les portes donnant sur un local occupé par du personnel seront spécialement construites pour limiter le risque de fuite éventuelle d'ammoniac vers les locaux.

2.1.6. La salle des machines ne comportera pas d'autre ouverture que les portes ; les passages de canalisations seront correctement jointoyés pour empêcher une éventuelle sortie d'ammoniac vers les autres locaux.

.../...

2.1.7. Le ballon basse pression de 12 m³ sera placé au-dessus d'un dispositif formant cuvette de rétention permettant de stopper tout écoulement d'ammoniac liquide.

La capacité de ce dispositif sera telle qu'elle permette de retenir la totalité de l'ammoniac liquide pouvant être contenu dans le réservoir, notamment pendant les périodes d'intervention sur les installations lorsque tout l'ammoniac y est stocké.

Cette capacité devra présenter toutes garanties de solidité. Notamment, si le ballon est accroché en façade de la salle des machines, des piliers de soutien seront placés sous la capacité. Ces piliers seront protégés contre les chocs des véhicules circulant dans la cour par des dispositifs de sécurité tels que bornes en béton armé, barrière...

Le ballon et les équipements situés à proximité seront accessibles par le personnel.

Equipement des appareils

2.1.8. Chaque compresseur d'ammoniac sera muni :

- d'un pressostat de sécurité devant arrêter le compresseur avant que la pression maximale en service soit atteinte. Ce pressostat devra être à sécurité positive et à réarmement manuel
- d'un séparateur de liquide ou d'un dispositif équivalent empêchant le compresseur d'aspirer l'ammoniac en phase liquide ou l'arrêtant dès que ce risque se présente, équipé d'un dispositif de pré-alarme visuel et sonore ainsi que d'un arrêt de niveau haut.

2.1.9. L'ensemble des circuits dans lesquels circule l'ammoniac, sous forme liquide ou gazeuse, sera muni de vannes de sectionnement permettant d'éviter que l'ammoniac contenu dans le circuit ne s'écoule vers un tronçon du circuit touché par un incident occasionnant une fuite importante.

Ces vannes de sectionnement seront à commande automatique asservie aux dispositifs de détection prévus au paragraphe 2.1.15.. Le délai de fermeture des vannes ne dépassera pas 5 s à compter du moment de la détection.

Des vannes répondant aux caractéristiques des deux alinéas ci-dessus seront en particulier placées sur les canalisations entre les ballons basse pression et les pompes en phase liquide et en aval immédiat de ces pompes.

.../...

2.1.10. Une vanne de fond à fermeture automatique, répondant aux caractéristiques d'asservissement et de rapidité d'intervention ci-dessus, sera placée en fond du réservoir de 12 m³ au départ des piquages.

2.1.11. Chacun des éléments constitutifs ou groupes d'éléments isolables du circuit sera protégé contre les excès de pression par un dispositif limiteur de pression.

2.1.12. Des dispositifs manométriques et thermométriques devront permettre une vérification aisée de la pression et de la température régnant dans les éléments principaux du circuit.

2.1.13. Les appareils qui le nécessitent seront équipés d'un dispositif permettant d'effectuer les purges d'huile sans dégagement d'ammoniac dans le local.

Prévention des risques

2.1.14. Une ventilation mécanique additionnelle, autre que celle utilisée en service normal, sera installée dans la salle des machines ; elle sera calculée de telle sorte que dans le cas le plus défavorable (dégagement de la masse totale de l'unité la plus importante incluse dans la salle) on ne puisse atteindre la limite inférieure d'explosivité de l'ammoniac.

2.1.15. Des dispositifs de détection d'ammoniac seront placés à des endroits judicieusement choisis. Chaque local où est utilisé l'ammoniac devra être doté d'au moins un détecteur. Un détecteur sera placé dans la cuvette de rétention située sous le ballon tampon de 12 m³.

Les détecteurs d'ammoniac seront d'un type utilisable en atmosphère explosible en application du Décret n° 78-779 du 17 juillet 1978 modifié portant règlement de la construction du matériel électrique utilisable en atmosphère explosible.

Ils seront à double seuil de déclenchement et auront les fonctions suivantes :

- Au seuil de pré-alarme, qui sera aussi faible que possible et ne devra en aucun cas dépasser 0,2% (2.000 p.p.m.) d'ammoniac :
 - Déclenchement d'un signal sonore et lumineux avec source d'alimentation indépendante de l'installation électrique des compresseurs ;
 - Mise ne service automatique de la ventilation additionnelle ;

.../...

- Au seuil d'alarme, qui sera au plus égal au double de la valeur choisie pour le seuil de pré-alarme et, en complément des prescriptions précédentes :
 - Déclenchement d'une alarme sonore, audible en tous points des installations, ateliers et bureaux, qui sera différente du signal sonore de pré-alarme ;
 - Fermeture des vannes de sectionnement et, le cas échéant, de la vanne de fond du ballon tampon de 12 m³ ;
 - Mise hors tension de tous les circuits électriques présents dans la salle des machines, non prévus pour risque d'explosion.

2.1.16. A l'extérieur de la salle des machines seront placés une ou plusieurs commandes

- d'arrêt d'urgence des installations d'ammoniac de la salle des machines
- de mise en marche de la ventilation additionnelle.

Ces commandes seront d'accès facile, visibles de loin et leur fonctionnement clairement indiqué.

Lutte contre un sinistre

2.1.17. Une équipe d'intervention d'urgence sera formée, dont les personnes seront spécialement averties des propriétés spécifiques de l'ammoniac et de ses risques ainsi que des premières mesures d'urgence à prendre. La personne responsable de cette équipe sera clairement désignée.

Cette équipe sera soumise à un entraînement spécifique périodique, au moins semestriel.

Des exercices seront réalisés en collaboration avec les Services d'Incendie et de Secours.

2.1.18. En cas d'incident ou d'accident, cette équipe avertira les Services d'Incendie et de Secours par le n° 18.

2.1.19. Il sera mis à disposition de l'équipe d'intervention d'urgence des appareils de protection respiratoire autonomes, adaptés aux risques présentés par l'ammoniac ; ceux-ci seront placés à un emplacement clairement désigné, d'accès facile, en un endroit ne risquant pas d'être contaminé par une fuite d'ammoniac.

.../...

Des gants, en nombre suffisant, appropriés au risque, ainsi que des brancards seront également disponibles.

2.1.20. Le personnel susceptible d'être exposé aux risques dus au fonctionnement de l'ensemble de l'installation "ammoniac" sera instruit périodiquement de la conduite à tenir en cas d'alerte.

2.1.21. Un dispositif permettant de connaître la direction du vent et d'estimer sa vitesse approximative sera implanté en un endroit dégagé, au-dessus des toitures et facilement visible.

Consignes - Contrôles

2.1.22. Conduite et entretien de l'installation

La conduite et l'entretien de l'installation frigorifique ne seront confiés qu'à un personnel spécialement formé et bien instruit des risques auxquels il est exposé.

Il sera mis à la disposition de ce personnel d'une façon permanente :

- un schéma clair de l'installation frigorifique proprement dite accompagné d'une description sommaire du procédé utilisé et de son fonctionnement, ainsi que la matérialisation des zones dangereuses,
- les consignes de sécurité ainsi que les informations essentielles sur les moyens de protection adaptés,
- un schéma descriptif de la (ou des) ventilation(s) mécanique(s) du local,
- les consignes de démarrage (première mise en service ou remise en service après un arrêt prolongé ou après une vidange de l'installation),
- les consignes de marche normale de l'installation,
- les consignes d'entretien courant de l'installation,
- une liste de pannes avec leurs remèdes,
- les mesures à prendre en cas de marche anormale, par exemple : pression de liquéfaction trop élevée, pression d'évaporation trop faible,
- les mesures à prendre pour rechercher une petite fuite de fluide frigorigène,

.../...

- les consignes d'exploitation et de dégivrage des chambres froides.

2.1.23. Consignes d'arrêt d'urgence

Le chef d'entreprise doit établir à l'intention du personnel de surveillance des consignes d'arrêt d'urgence fixant clairement les manoeuvres à effectuer sans délai :

- en cas de fuite notable d'ammoniac,
- en cas d'incendie.

2.1.24. Le bon état de fonctionnement de l'ensemble des appareillages et des systèmes de sécurité équipent les matériels, des détecteurs d'ammoniac, des ventilations ; le bon état des appareils de protection autonomes et les autres éléments d'intervention seront vérifiés périodiquement et au moins semestriellement.

Les résultats et observations auxquels auront donné lieu ces vérifications seront reportés sur un registre spécifique aux installations utilisant l'ammoniac, qui sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Mesures d'urgence

2.1.25. Plan d'opération interne

L'exploitant établira, avant mise en service de l'installation, un plan d'opération interne (POI) qui définira les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il mettra en oeuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Ce plan sera complété par l'avis du CHS CT, s'il existe, sera transmis à la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours et à l'inspection des installations classées (DRIRE). Le Préfet pourra demander la modification des dispositions envisagées. Le POI sera révisé au plus tard tous les cinq ans.

En cas d'accident, l'exploitant assurera à l'intérieur des installations la direction des secours jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan de secours spécialisé par le Préfet. Il prendra en outre à l'extérieur de son établissement les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au plan d'opération interne en application de l'article 17 du Décret du 21 septembre 1977. Les conditions de déclenchement de ces mesures seront fixées par le Préfet et figureront dans le POI.

L'exploitant est tenu de fournir au Préfet les éléments spécifiquement et directement nécessaires à l'information préalable des populations concernées sur les risques encourus et sur les consignes à appliquer en cas d'accident.

.../...

2.1.26. Les mesures d'urgence prises en application de l'article 17 du Décret du 21 septembre 1977 incombent à l'exploitant. Elles concernent notamment :

- la diffusion de l'alerte auprès des entreprises voisines et des populations voisines à l'aide d'une sirène conforme au code national d'alerte (Décret du 11 mai 1990) ;
- l'interruption de la circulation sur les infrastructures de transport et l'éloignement des personnes au voisinage du site ;
- l'interruption des réseaux et des canalisations publics au voisinage du site.

2.1.27. L'exploitant distribuera à la population par l'intermédiaire de la municipalité du THOLY, une plaquette d'information explicitant les principales dispositions à prendre et à observer en cas d'accident. Avant sa distribution, cette plaquette sera présentée à la DRIRE et au Service Interministériel des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile.

2.1.28. Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant présentera à l'inspection des installations classées une étude réalisée par un organisme compétent, choisi en accord avec l'inspection des installations classées, visant à dimensionner et à mettre en place un rideau d'eau à proximité du réservoir d'ammoniac et capable de confiner à moins de 50 mètres de l'installation un nuage d'ammoniac d'une concentration supérieure à 700 ppm.

2.2. Prescription particulières relatives aux installations de combustion

2.2.1. Les installations de combustion comprennent :

- un générateur de vapeur saturée SACM de 8 t/h, alimenté au FOL n° 2 à moins de 4% de soufre, d'une puissance au foyer de 6,6 MW (5.650 th/h), installé en 1968.
- un générateur de vapeur saturée STEIN FASEL de 7,4 t/h, dont 6 t/h fournis par la combustion de FOL n° 2 à moins de 4% de soufre, d'une puissance au foyer de 5,6 MW (4.860 th/h), installé en 1985.

2.2.2. La construction et les dimensions des foyers devront être prévues en fonction de la puissance calorifique et du régime de marche prévisible de façon à rendre possible une conduite rationnelle de la combustion et réduire au minimum les dégagements de gaz, poussières ou vésicules indésirables.

.../...

La collecte et l'évacuation des cendres et mâchefers se feront sans qu'il puisse en résulter d'émission de poussières ou de bruits gênants pour le voisinage.

2.2.3. On veillera à ce que l'étanchéité et la résistance des joints des conduits d'évacuation des gaz de combustion soient assurées.

En outre, la construction et les dimensions de ces conduits devront assurer un tirage convenable permettant une bonne combustion.

2.2.4. Les installations de la chaufferie centrale devront être conformes aux prescriptions de l'Arrêté du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie.

A ce titre et en particulier :

Equipement

2.2.5. Les générateurs de vapeurs seront munis des appareils suivants :

- un déprimomètre enregistreur
- un indicateur de la température des gaz de combustion à la sortie de chaque générateur
- un enregistreur de pression de vapeur sur le collecteur de départ
- un dispositif indiquant les paramètres thermiques du fluide caloporteur : pression de vapeur saturée dans la tuyauterie de départ de chaque générateur
- un appareil de mesure en continu, directe ou indirecte de l'indice de noircissement (enregistreur)
- un dispositif indicateur ou totaliseur indiquant soit le débit du combustible soit le débit du fluide caloporteur
- un analyseur automatique des gaz de combustion donnant au moins la teneur en dioxyde de carbone ou toute autre indication équivalente.

2.2.6. La chaufferie sera équipée d'un viscosimètre destiné à contrôler les caractéristiques du fuel lourd.

.../...

2.2.7. Pour permettre les contrôles des émissions de gaz et de poussières et faciliter la mise en place des appareils nécessaires à ce contrôle, les cheminées ou conduits d'évacuation devront être pourvus de dispositifs obturables commodément accessibles, à un emplacement permettant ces mesures représentatives des émissions à l'atmosphère. Ces dispositifs seront établis conformément à la norme NF X 44-052.

Valeurs limites d'émission

2.2.8. Indice de noircissement (Norme NF X 43-002)

a) Le générateur de 8 t/h, installé en 1968, ne devra pas émettre de fumée dont l'indice de noircissement dépasse 5, quelle que soit son allure de marche, sauf de façon fugitive et notamment au moment de l'allumage, et pendant les ramonages si ceux-ci sont effectués de façon discontinue.

b) Le générateur de 7,4 t/h, installé en 1985, ne devra pas émettre de fumée dont l'indice de noircissement dépasse 4, dans les mêmes conditions qu'au a) ci-dessus.

2.2.9. Indice pondéral

Les gaz de combustion des générateurs ne doivent pas contenir, en marche normale et par MJ de combustible consommé au foyer, plus de :

- générateur SACM de 8 t/h : 0,06 g de poussières
- générateur STEIN FASEL de 7,4 t/h : 0,048 g de poussières.

En aucun cas cette valeur ne doit dépasser les valeurs suivantes :

- générateur SACM de 8 t/h : 0,24 g/MJ pendant une durée n'excédant pas 200 heures par an ou bien 0,12 g/MJ pendant une durée n'excédant pas 400 h/an
- générateur STEIN FASEL de 7,4 t/h : 0,12 g/MJ pendant une durée n'excédant pas 400 h/an.

Cheminées

2.2.10. Les gaz de combustion des générateurs de vapeur saturée seront éjectés à l'atmosphère par des cheminées d'une hauteur minimale de 26 m au-dessus du sol.

.../...

La vitesse verticale ascendante d'émission des gaz au débouché sera au minimum de 12 m/s.

Combustible

2.2.11. Les combustibles à employer devront correspondre aux caractéristiques préconisées par le constructeur de l'installation.

Il pourra être procédé à des contrôles périodiques et inopinés de la qualité des combustibles utilisés, de la vitesse d'émission, de la température des fumées, des quantités de poussières émises et de tout autre paramètre nécessaire au contrôle des caractéristiques de la combustion.

Les frais occasionnés par ces contrôles et par les études complémentaires qui se révéleraient nécessaires seront à la charge du pétitionnaire.

Autosurveillance - Contrôle du fonctionnement

2.2.12. En plus des contrôles des paramètres de la combustion et de l'évacuation des polluants à l'atmosphère réalisés au moyen des dispositifs prévus au paragraphe 2.2.5. ci-dessus, l'exploitant est tenu de réaliser l'autosurveillance de son installation dans les conditions suivantes :

- poussières : des campagnes annuelles de mesures pondérales des poussières évacuées par les cheminées, le prélèvement étant effectué suivant la norme NF X 44-052
- oxydes de soufre : des campagnes annuelles de mesure des quantités de SO₂ émis par les cheminées

Ces mesures devront être réalisées par un organisme qualifié choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

2.2.13. L'inspecteur des installations classées pourra demander tous contrôles complémentaires estimés nécessaires.

2.2.14. Les comptes rendus des campagnes d'autosurveillance et des contrôles complémentaires seront transmis sans délai à l'inspection des installations classées.

Les frais de ces analyses en seront à la charge de l'exploitant.

.../...

2.2.15. L'entretien de l'installation de combustion se fera soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire, afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénients pour le voisinage. Cette opération portera sur le foyer, la chambre de combustion et l'ensemble des conduits d'évacuation des gaz de combustion, sur les appareils de filtration et d'épuration, sur les dispositifs de contrôle des paramètres de la combustion et des quantités de polluants évacués.

2.2.16. Les résultats des contrôles et les comptes rendus d'entretien seront portés au livret de chaufferie prévu par les articles 24 et 25 de l'arrêté interministériel du 20 juin 1975 (JO du 31 juillet 1975).

Prescriptions diverses

2.2.17. En outre, les dispositions de l'arrêté interministériel du 5 juillet 1977 (JO du 12 juillet 1977) relatif aux visites et aux examens périodiques sont applicables à ces installations.

2.2.18. Les eaux en provenance des installations de combustion telles que les effluents de régénération des résines, de traitement des eaux d'appoint, les purges de chaudière seront neutralisées et épurées dans la station d'épuration de l'usine.

2.2.19. Des bacs destinés à recueillir les égouttures seront disposés sous les brûleurs à FOL.

2.3. Prescriptions particulières applicables aux dépôts de liquides inflammables

a) Dépôt de fuel lourd en réservoirs aériens

2.3.1. Le dépôt est installé en plein air. Son accès sera convenablement interdit à toute personne étrangère.

Une clôture d'une hauteur minimale de 2,50 m, de préférence en grillage, entourera le dépôt à au moins 3 m de distance de la cuvette.

.../...

S'il se trouva à moins de 2 mètres de bâtiments occupés ou habités, il en sera séparé par un mur plein, de hauteur minimum de 2 mètres, en grosse maçonnerie ou présentant une résistance au feu équivalent. Ce mur pourra être l'un des murs du dépôt.

2.3.2. Le sol du dépôt, imperméable, incombustible, formera une cuvette de rétention de capacité minimale 160 m³.

Toutes dispositions seront prises pour pouvoir, le cas échéant, évacuer les eaux pluviales, sans qu'il y ait écoulement des liquides inflammables accidentellement répandus.

2.3.3 Il est interdit de faire du feu dans le dépôt et d'y apporter des flammes.

2.3.4. L'éclairage artificiel se fera au moyen de lampes électriques à incandescence ; l'installation, faite suivant les règles de l'art, pourra être du type ordinaire. L'emploi de lampes directement suspendues aux fils conducteurs est interdit.

Si des lampes dites "baladeuses" sont utilisées dans le dépôt, elles devront être conformes à la norme NF C - 61710.

Réservoirs

2.3.5. Les liquides seront enfermés dans des réservoirs fixes.

Ces récipients seront construits suivant les règles de l'art et devront présenter une résistance suffisante aux chocs accidentels.

Pour les réservoirs fixes, l'épaisseur de la tôle sera de 3 mm au moins si la contenance est inférieure à 1.000 litres, de 4 mm si elle est supérieure.

La résistance et l'étanchéité du réservoir seront vérifiées par un essai soit à l'eau, soit au liquide lui-même, sous la pression de 0,6 hectopièze. Cette essai sera renouvelé toutes les fois qu'il sera fait une réparation susceptible d'intéresser l'étanchéité du réservoir. Chaque essai sera constaté par un procès-verbal signé de l'installateur et du permissionnaire. Ce procès-verbal sera transmis au Préfet avant la mise en service du réservoir.

Un dispositif de purge et un départ de canalisation d'utilisation pourront exister à la partie inférieure des réservoirs.

.../...

Les réservoirs fixes seront solidement amarrés. Ils seront réunis les uns aux autres par une connexion métallique et mis à la terre par un conducteur dont la résistance électrique sera inférieure à 100 ohms.

Toutes dispositions seront prises pour protéger les réservoirs contre la corrosion.

Equipement des réservoirs

2.3.6. Les canalisations devront être métalliques, installées à l'abri des chocs et donner toutes garanties de résistance aux actions mécaniques, physiques ou électrolytiques.

2.3.7. Les bouches d'emplissage des réservoirs seront équipées d'un raccord fixe d'un modèle conforme aux normes AFNOR, correspondant à l'un de ceux équipant les tuyaux flexibles de raccordement du véhicule de transport.

En dehors des opérations d'approvisionnement, l'orifice de chacune des canalisations de remplissage doit être fermé par un obturateur étanche.

2.3.8. Des dispositifs seront placés sous les orifices des canalisations de remplissage des réservoirs pour permettre de recueillir les égouttures de liquides inflammables susceptibles de s'écouler lors des opérations d'approvisionnement.

2.3.9. Un dispositif convenable devra permettre de se rendre compte du niveau du liquide dans le réservoir ; toutefois, les tubes de niveau en verre, directement en charge sur le réservoir, sont interdits.

Le jaugeage direct par règle graduée est autorisée, sauf au moment du remplissage ; le bouchon du trou de jaugeage sera hermétiquement fermé en dehors de l'opération de jaugeage.

Il appartiendra à l'utilisateur, ou au tiers qu'il a délégué à cet effet, de contrôler, avant chaque remplissage du réservoir, que celui-ci est capable de recevoir la quantité de produit à livrer sans risque de déborder.

2.3.10. Les manipulations de liquides inflammables se feront à l'aide de canalisations fixes et étanches, soit par gravité, soit à l'aide de pompes de circulation fixes et étanches. L'emploi d'air ou d'oxygène comprimés pour assurer la circulation des liquides est rigoureusement interdit.

.../...

2.3.11. Le tube d'évent destiné à permettre l'évacuation de l'air expulsé au moment du remplissage aura une section en rapport avec celle du tuyau de remplissage et avec le débit maximum du liquide à l'orifice de ce tuyau de manière à éviter tout danger de surpression à l'intérieur du réservoir.

Ce tube aura une direction ascendante avec un minimum de coudes, ceux-ci étant de grand rayon ; son extrémité débouchera à l'air libre, à une hauteur suffisante et à une distance convenable des fenêtres des maisons d'habitation, de manière que les gaz refluant à la sortie ne puissent incommoder le voisinage par les odeurs ; il devra se trouver à plus de 2 mètres de tout foyer. L'extrémité sera protégée contre la pluie.

2.3.12. Si le dépôt est destiné à alimenter une chaufferie ou des moteurs, il sera séparé du local contenant la chaufferie ou les moteurs par un mur ou par une cloison pleine, à l'épreuve du feu et par un espace libre de 0,50 m au moins du côté du dépôt.

Il n'y aura dans la cloison que les ouvertures nécessaires au passage des tuyauteries de liquides inflammables qui seront bien calfeutrées. Cependant, une baie avec seuil pourra faire communiquer la chaufferie et le local du dépôt, mais cette baie, en dehors des besoins du service, devra être fermée par une porte en bois dur doublé de tôle sur ses deux faces, et à fermeture automatique s'ouvrant de dedans en dehors.

2.3.13. La nourrice, les brûleurs ou le moteur seront en contre-haut du réservoir, sauf si l'installation comporte des dispositifs de sécurité évitant tout écoulement accidentel de liquide par siphonnage.

2.3.14. S'il y a une nourrice d'alimentation, sa capacité est limitée à 500 litres.

La nourrice sera munie d'un tube d'évent. Le tuyau de trop-plein peut jouer ce rôle. Elle pourra comporter un tube de niveau, en matière résistant à la corrosion, aux chocs, à la chaleur.

Des dispositions seront prises pour qu'en cas de fuite de la nourrice, le liquide stocké ne puisse s'écouler dehors vers les brûleurs.

2.3.15. Il existera un dispositif d'arrêt d'écoulement de l'hydrocarbure vers la nourrice ou vers les brûleurs, monté sur la canalisation d'alimentation, possédant une commande à main placée en dehors de la chaufferie ou de la salle des moteurs. Une pancarte très lisible indiquera le mode d'utilisation de ce dispositif en cas d'accident.

Précautions contre l'incendie

2.3.16. Le chauffage éventuel du liquide dans les réservoirs ou dans les nourrices ne peut être fait que par fluide chauffant, ininflammable ou par résistance électrique maintenue toujours immergée par un dispositif automatique approprié.

2.3.17. Des moyens de secours contre l'incendie, en rapport avec l'importance du dépôt, seront installés et maintenus en bon état de fonctionnement.

En particulier, des caisses de sable maintenu à l'état meuble avec pelles de projection et des extincteurs homologués NF M.I.H. seront placés en des endroits facilement accessibles, dans le dépôt et dans la chaufferie ou la salle des moteurs. L'emploi d'extincteurs susceptibles de dégager des vapeurs toxiques est interdit dans un bâtiment.

2.3.18. Aucun dépôt de matières combustibles ne sera constitué dans le dépôt ; tout amas de chiffons gras est interdit.

b) Dépôts enterrés de liquides inflammables

Les dépôts enterrés en fosse maçonnée (GO) et en réservoir à double paroi (FOD) sont soumis aux dispositions de l'instruction ministérielle du 17 avril 1975 relative aux réservoirs enterrés dans lesquels sont emmagasinés des liquides inflammables (JO du 19 juin 1975) annexée au présent arrêté.

En outre,

2.3.19. La vérification prévue au 3^{ème} alinéa de l'article 11 de l'instruction sus-dite devra être réalisée une fois par an au minimum ; en cas de fuite constatée, il sera procédé aux réparations nécessaires.

2.3.20. L'approvisionnement des réservoirs sera effectué par gravité. Si, exceptionnellement, leur remplissage nécessite un pompage, celui-ci sera réalisé par une installation fixe établie conformément aux dispositions du règlement en vigueur pour l'aménagement des dépôts d'hydrocarbures, ou par une installation montée à bord du véhicule de transport, conforme aux dispositions de l'article 978 du règlement du transport des matières dangereuses. Au cours de ces opérations, le responsable devra constamment surveiller l'opération de manière à être prêt à intervenir au moindre incident.

.../...

2.4. Prescriptions particulières applicables aux installations de distribution de liquides inflammables

2.4.1. L'emplacement choisi pour l'installation des appareils distributeurs ne devra pas se trouver en contrebas du réservoir, de façon à éviter tout danger de siphonnage.

Les appareils servant aux manipulations, jaugeage, transvasement, etc. seront en matériaux résistant au feu.

Ils ne seront remplis de liquides inflammables qu'au moment du débit, et seront munis d'un dispositif permettant d'arrêter immédiatement son écoulement en cas de besoin.

Dans le cas d'appareils à débit continu à marche électrique, l'ouverture du clapet de la buse de distribution et son maintien en position ouverte ne doivent pas pouvoir s'effectuer sans intervention manuelle.

En particulier, en cas de panne de courant, pendant la distribution avec moto-pompe, la distribution ne doit pas pouvoir reprendre automatiquement au retour du courant sans intervention manuelle.

2.4.2. Il est interdit d'effectuer une distribution aux véhicules à moteur sans avoir, au préalable, procédé à l'arrêt du moteur et à l'extinction des éclairages à flamme, non électriques.

Il est interdit de fumer, en tout temps, à moins d'un mètre de l'appareil distributeur et, pendant le remplissage d'un véhicule, à moins de deux mètres de l'extrémité du flexible servant à ce remplissage.

Il est interdit d'approcher aux mêmes distances tout objet pouvant facilement devenir le siège à l'air libre de flammes ou d'étincelles ou qui comporte des points à une température supérieure à 150 °C.

Ces diverses interdictions, en particulier celle de fumer et de laisser en marche le moteur d'un véhicule en cours de remplissage, seront affichées en caractères très apparents près des postes distributeurs.

2.4.3. Toutes dispositions seront prises pour éviter qu'à l'occasion d'un déversement accidentel les hydrocarbures ne rejoignent le milieu naturel.

.../...

Appareillage électrique

2.4.4. Le matériel électrique commandant les pompes de distribution sera de première classe, du type « antidéflagrant », tel qu'il est défini dans les « Règles d'aménagement intérieur des dépôts d'hydrocarbures ».

L'éclairage électrique des pompes de distribution et de la zone dangereuse (définie par la surface de la fosse ou par une surface débordant de 4 mètres un réservoir enfoui) sera de 2^e classe, du type « protection renforcée », tel qu'il est défini dans les « Règles d'aménagement intérieur des dépôts d'hydrocarbures ».

2.4.5. Le matériel électrique utilisé éventuellement pour l'éclairage et la ventilation d'une fosse en cours de désensablage ou d'un réservoir au cours d'une réparation ou d'une vérification devra être de 1^{ère} classe.

2.4.6. Les canalisations électriques alimentant les distributeurs doivent pouvoir être mises hors tension à partir d'un point d'accès facile et non situé sur l'appareil distributeur.

2.4.7. Un procès-verbal signé par l'installateur et par le pétitionnaire, constatant que l'installation électrique est conforme aux prescriptions 2.4.1, 2.4.4, 2.4.5 et 2.4.6 sera adressé au Préfet avant la mise en service des distributeurs.

Secours contre l'incendie

2.4.8. Des moyens de secours contre l'incendie, en rapport avec l'importance du dépôt et avec le nombre d'appareils distributeurs, seront installés et maintenus toujours en bon état de fonctionnement.

En particulier, des caisses de sable maintenu à l'état meuble, avec pelles de projection et des extincteurs pour feux d'hydrocarbures seront placés en des endroits facilement accessibles, près des bouches de remplissage, des tubes de jaugeage et de postes distributeurs.

.../...

2.5. Prescriptions particulières relatives à l'exploitation de matériels imprégnés de PCB - PCT

2.5.1. Les dépôts et matériels imprégnés de PCB, PCT susceptibles de s'écouler doivent être pourvus de dispositifs étanches de rétention des écoulements.

Pour les installations existantes ne faisant pas l'objet de modification, le système de rétention existant peut être maintenu s'il est étanche et que son débordement n'est pas susceptible de rejoindre directement le milieu naturel ou un réseau collectif d'assainissement.

2.5.2. Les stocks seront conditionnés dans des récipients résistants et seront identifiés. Ils seront gardés dans un dispositif formant capacité de rétention (voir caractéristiques au paragraphe 1.2.13.) à l'abri de toute activité ou stockage mettant au jour des matières combustibles ou inflammables.

2.5.3. Tout appareil contenant des PCB ou PCT devra être signalé par étiquetage tel que défini par l'article 8 de l'arrêté du 8 juillet 1975.

2.5.4. Une vérification périodique visuelle tous les 3 ans de l'étanchéité ou de l'absence de fuite sera effectuée par l'exploitant sur les appareils et dispositifs de rétention.

Les conclusions de cette vérification seront inscrites dans le registre de contrôle de l'installation.

2.5.5. L'exploitant s'assure que l'intérieur de la cellule contenant le matériel imprégné de PCB ou PCT ne comporte pas de potentiel calorifique susceptible d'alimenter un incendie important et que la prévention et la protection incendie sont appropriées.

Il vérifie également que dans son installation, à proximité de matériel classé PCB ou PCT, il n'y a pas d'accumulation de matière inflammable sans moyens appropriés de prévention ou de protection.

En cas de difficultés particulières notamment pour les installations existantes nécessitant une telle accumulation, une paroi coupe-feu de degré 2 heures doit être interposée (planchers hauts, parois verticales...) ; les dispositifs de communication éventuels avec d'autres locaux doivent être coupe-feu de degré 1 heure. L'ouverture se faisant vers la sortie, les portes seront munies de ferme-porte.

.../...

2.5.6. Des mesures préventives doivent être prises afin de limiter la probabilité et les conséquences d'accidents conduisant à la diffusion des substances toxiques (une des principales causes de tels accidents est un défaut de protection électrique individuelle en amont ou en aval de l'appareil) ; ainsi, une surpression interne au matériel, provoquée notamment par un défaut électrique, peut produire une brèche favorisant une dispersion de PCB : il faut alors éviter la formation d'un arc déclenchant un feu.

Les matériels électriques contenant du PCB ou PCT devront être conformes aux normes en vigueur au moment de leur installation. Les dispositifs de protection individuelle devront aussi être tels qu'aucun réenclenchement automatique ne soit possible. Des consignes devront être données pour éviter tout réenclenchement manuel avant analyse du défaut du matériel.

2.5.7. Les déchets provenant de l'exploitation (entretien, remplissage, nettoyage) souillés de PCB ou PCT seront stockés puis éliminés dans des conditions compatibles avec la protection de l'environnement et en tout état de cause, dans des installations régulièrement autorisées à cet effet. L'exploitant sera en mesure d'en justifier à tout moment.

Les déchets souillés à plus de 100 ppm seront éliminés dans une installation autorisée assurant la destruction des molécules PCB et PCT.

Pour les déchets présentant une teneur comprise entre 10 et 100 ppm l'exploitant justifiera les filières d'élimination envisagées (transfert vers une décharge pour déchets industriels, confinement...).

2.5.8. En cas de travaux d'entretien courants ou de réparation sur place, tels que la manipulation d'appareils contenant des PCB, la remise à niveau ou l'épuration du diélectrique aux PCB, l'exploitant prendra les dispositions nécessaires à la prévention des risques de pollution ou de nuisance liés à ces opérations.

Il devra notamment éviter :

- les écoulements de PCB ou PCT (débordements, ruptures de flexible ..) ;
- une surchauffe du matériel ou du diélectrique ;
- le contact du PCB ou PCT avec la flamme.

Ces opérations seront réalisées sur surface étanche, au besoin en rajoutant une bâche.

Une signalisation adéquate sera mise en place pendant la durée des opérations.

.../...

L'exploitant s'assurera également que le matériel utilisé pour ces travaux est adapté (compatibilité avec les PCB - PCT) et n'est pas susceptible de provoquer un accident (camion non protégé électriquement, choc pendant une manoeuvre, flexible en mauvais état...). Les déchets souillés de PCB ou PCT éventuellement engendrés par ces opérations seront éliminés dans les conditions fixées au paragraphe 2.5.7.

2.5.9. En cas de travaux de démantèlement, de mise au rebut, l'exploitant préviendra l'inspecteur des installations classées, lui précisera, le cas échéant, la destination finale des PCB ou PCT et des substances souillées. L'exploitant demandera et archivera les justificatifs de leur élimination ou de leur régénération, dans une installation régulièrement autorisée et agréée à cet effet.

La mise en décharge ou le brûlage simple sont notamment interdits.

2.5.10. Tout matériel imprégné de PCB ou PCT ne peut être destiné au ferrailage qu'après avoir été décontaminé par un procédé permettant d'obtenir une décontamination durable à moins de 100 ppm en masse de l'objet. De même, la réutilisation d'un matériel usagé aux PCB pour qu'il ne soit plus considéré au PCB (par changement diélectrique par exemple) ne peut être effectuée qu'après une décontamination durable à moins de 100 ppm en masse de l'objet.

2.5.11. En cas d'accident (rupture, éclatement, incendie,...) l'exploitant informera immédiatement l'inspection des installations classées. Il lui indiquera les dispositions prises à titre conservatoire telles que, notamment, les mesures ou travaux immédiats susceptibles de réduire les conséquences de l'accident.

L'inspecteur pourra demander ensuite à ce qu'il soit procédé aux analyses jugées nécessaires pour caractériser la contamination de l'installation et de l'environnement en PCB ou PCT et, le cas échéant, en produits de décomposition.

Au vu des résultats de ces analyses, l'inspection des installations classées pourra demander à l'exploitant la réalisation des travaux nécessaires à la décontamination des lieux concernés.

Ces analyses et travaux seront précisés par un arrêté préfectoral dans le cas où leur ampleur le justifierait.

L'exploitant informera l'inspection de l'achèvement des mesures et travaux demandés.

Les gravats, sols ou matériaux contaminés seront éliminés dans les conditions prévues au paragraphe 2.5.7.

.../...

2.6. Prescriptions particulières aux ateliers de charge d'accumulateur

2.6.1. L'atelier sera construit en matériaux incombustibles, couvert d'une toiture légère et non surmonté d'étage. Il ne commandera aucun dégagement. La porte d'accès s'ouvrira en dehors et sera normalement fermée.

2.6.2. L'atelier sera convenablement clos sur le voisinage de manière à éviter la diffusion de bruits gênants.

2.6.3. L'atelier sera très largement ventilé par la partie supérieure de manière à éviter toute accumulation de mélange gazeux détonant dans le local. Il ne sera pas installé dans un sous-sol.

La ventilation se fera de façon que le voisinage ne soit pas gêné ou incommodé par les émanations.

2.6.4. L'atelier ne devra avoir aucune affectation. En particulier, il est interdit d'y installer un dépôt de matières combustibles ou d'y effectuer l'empâtage des plaques.

2.6.5. Le sol de l'atelier sera imperméable et présentera une pente convenable pour l'écoulement des eaux de manière à éviter toute stagnation. Les murs seront recouverts d'un enduit étanche sur une hauteur d'un mètre au moins à partir du sol.

2.6.6. Le chauffage du local ne pourra se faire que par fluide chauffant (air, eau, vapeur d'eau) la température de la paroi extérieure chauffante n'excédant pas 150 °C, la chaudière étant située dans un local extérieur à l'atelier, séparé de ce dernier par une cloison pleine, incombustible et coupe-feu de degré 2 heures, sans baie de communication.

2.6.7. Les prescriptions des paragraphes 1.6.6. à 1.6.8. du présent arrêté sont applicables à l'installation électrique de cet atelier.

En outre, les commutateurs, les coupe-circuits, les fusibles seront placés à l'extérieur, à moins qu'ils ne soient d'un type non susceptible de donner lieu à des étincelles, tels que << appareillage étanche au gaz, appareillage à contacts baignant dans l'huile >> etc.

.../...

Dans ce cas, une justification que ces appareils ont été installés et maintenus conformément à un tel type pourra être demandée par l'inspecteur à l'exploitant ; celui-ci devra faire établir cette attestation par la société qui lui fournit le courant ou par tout organisme officiellement qualifié.

2.6.8. Les extincteurs qui seront mis en place seront des extincteurs spéciaux pour feux d'origine électrique (à l'exclusion d'extincteurs à mousse).

ARTICLE 3

1. Le présent arrêté préfectoral d'autorisation se substitue à l'arrêté n° 478/91 du 17 mai 1991 modifié par l'arrêté n° 3300/92 du 22 janvier 1993 à compter de la date de mise en service des nouvelles installations de compression d'ammoniac pour la réfrigération.

2. Jusqu'à cette date, l'arrêté préfectoral du 17 mai 1991 modifié reste applicable.

3. Les dispositions du paragraphe 2.6. relatif aux ateliers de charge d'accumulateur sont applicables à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 4 :

L'Administration se réserve le droit de prescrire en tout temps, toutes mesures ou dispositions additionnelles aux conditions ci-dessus énoncées qui seraient reconnues nécessaires à la protection de la santé publique.

Elle se réserve, en outre, le droit de révoquer la présente autorisation dans le cas où elle présenterait de sérieuses menaces pour la salubrité publique et ce, sans que le titulaire puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité ou à un dédommagement quelconque.

Article 5:

En cas de contravention dûment constatée aux dispositions qui précèdent, la présente autorisation pourra être retirée indépendamment des condamnations à prononcer par les tribunaux compétents.

Article 6 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés, afin de faire valoir devant les tribunaux compétents toute demande ou indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement autorisé.

Article 7:

Messieurs le Secrétaire Général de la Préfecture des Vosges, le Maire de la commune du Tholy et l'Inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera affiché pendant un mois en mairie du Tholy en permanence et de façon visible sur l'exploitation par les soins du pétitionnaire et un avis au public inséré dans deux journaux locaux aux frais de la Société BONGRAIN - GERARD par les soins de la Préfecture.

Pour ampliation,

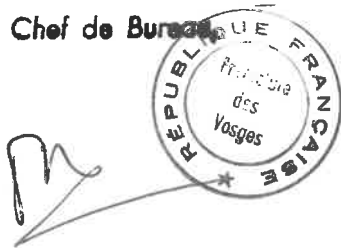
Epinal, le **11 JUIL. 1995**

Pour le Secrétaire Général,

Le Préfet,

Le Chef de Bureau

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général de la Préfecture,



Raphaël LE MEHAUTÉ

Françoise REPOSEUR